

essaie d'obtenir des conclusions des sylviculteurs.

J'aimerais parler au ministre de deux industries de la pâte et du papier qui sont en juxtaposition dans ma propre région et qui ont à l'égard de la sylviculture des politiques tout à fait contradictoires. Et pourtant leur attitude se fonde sur l'opinion de leurs sylviculteurs respectifs, qui ont étudié la situation. Une de ces sociétés croit que tout l'avenir de l'industrie de la pâte et du papier réside dans les forêts d'épinettes et c'est pourquoi elle s'applique surtout au travail de plantation où la régénération laisse à désirer. Elle plante plus de deux millions d'arbres par année et multiplie ses efforts pour favoriser la régénération naturelle et ramener les concessions à leur état primitif. La deuxième société, qui est située tout à côté et dont les terres occupent une étendue à peu près égale, se chiffrent par milliers de milles carrés, fonde toute sa politique forestière sur le concept de la production de cellulose par acre. Cette compagnie se fiche éperdument de l'épinette et de sa fibre plus longue, soutenant que c'est l'ingénieur chimiste qui joue maintenant le rôle essentiel dans l'industrie forestière, qu'il en résoudra tous les problèmes, comme il a déjà commencé à le faire, ce qui nous permet d'utiliser les bois durs. Elle prétend aussi que d'ici dix ou vingt ans il ne sera plus question que de production de cellulose par acre et qu'on n'aura plus à se préoccuper de la qualité supérieure des fibres d'épinette pour la fabrication du papier-journal et des autres produits de la pâte à papier.

Ce double fait signale l'ampleur du problème forestier quand il s'agit de déterminer ce que nous ferons de nos recherches forestières. Je me suis entretenu avec beaucoup d'exploitants forestiers et l'on est d'avis, — c'est un ancien employé, M. Brown, qui parle ainsi, — que le gouvernement fédéral ne prend aucune initiative dans ce domaine. Qu'il y ait ou non des problèmes d'ordre constitutionnel, si nous voulons des résultats dans ce domaine, le gouvernement doit prendre les devants.

En d'autres termes, le ministre et le ministre ont fort à faire. Et ce n'est pas dans le Nord. Ce n'est pas non plus à Frobisher-Bay. Cela n'intéresse pas les ressources dont nous ne savons rien. Il s'agit du gagne-pain du pays. Je déclare au ministre que le gagne-pain du pays n'est plus dans les provinces des Prairies; il est dans les forêts boréales, où nous trouvons nos ressources en pâte de bois et en papier.

**Une voix:** Qu'en dit l'honorable député d'Assiniboïa?

**M. Fisher:** Il vient de se plaindre en arrière. Je ne répugnerais pas à exagérer un

peu ce point en fonction de ce que me dit le député d'Assiniboïa, mais, à mon avis, il y a assez longtemps que nous accordons à l'agriculture une attention aussi marquée, notamment à la production des céréales. Ce n'est rien de répréhensible, mais ce faisant nous avons perdu de vue l'industrie forestière, qui rapporte encore plus de revenus et qui a des problèmes encore plus aigus.

J'ignore si une des solutions consisterait à établir des prix de soutien pour le bois à pâte, — au ministre de l'Agriculture de s'en préoccuper, — mais je sais qu'un des principaux problèmes est de déterminer comment dresser un plan de sylviculture et de quels principes on devrait s'inspirer. Cela met en cause les services du ministre des Finances, car le programme fiscal de l'État relativement aux industries forestières entre en jeu.

Comme le ministre le sait probablement s'il a lu l'une ou l'autre des instances adressées par l'industrie ou même par les syndicats de travailleurs forestiers, on a eu un exemple frappant de la situation quand, il y a quelques années, l'Ontario a établi une nouvelle taxe sur l'exploitation forestière. Aussitôt les exploitants de pâte et de papier ont poussé des clameurs. Qu'a dit le premier ministre de l'Ontario? Il a affirmé qu'il devait se procurer plus de recettes de ses forêts, parce que les deniers fournis par le gouvernement fédéral n'étaient pas suffisants.

C'est parfait. Il a reconnu le problème et s'est mis en frais d'obtenir plus de fonds. Qu'a dit le chef de la plus grande entreprise de production de pâte et de papier dans cette région du pays? Il en a été furieux et a déclaré: "Eh bien, nous allons être obligés de diminuer notre programme de recherche! Si le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial refusent de se concerter pour élaborer avec nous un régime fiscal équitable, pourquoi continuerions-nous à nous débattre et à réinvestir des fonds en vue de conserver nos forêts, puisque la politique fiscale est si mauvaise?"

Le témoignage apporté par le chef de l'Institut canadien des ingénieurs forestiers, et par le major-général Kennedy, un des ingénieurs forestiers les plus éminents du Canada, fait ressortir que le gouvernement devrait examiner attentivement sa politique fiscale en ce qui concerne l'industrie. Les chiffres que j'ai cités montrent que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux n'affectent guère de fonds à l'industrie forestière au regard des recettes fiscales. Cela étant, je crois que l'industrie peut se demander pourquoi les gouvernements fédéral et provinciaux ne font pas preuve de plus d'initiative dans la recherche.